

chaque côté des yeux pour ne pas voir les problèmes économiques dans notre pays.

Le ministre nous dit que le chômage a augmenté parce que les femmes ont décidé un jour d'aller sur le marché du travail et ont par le fait même aidé à la remontée du chômage des jeunes, des 18 à 30 ans. Le ministre des Finances nous donne encore raison lorsque nous disons justement que pour résoudre ce problème il faut donner à la femme au foyer un revenu pour qu'elle puisse demeurer chez elle et aider sa famille comme elle aimerait le faire. Mais étant donné le problème économique que nous connaissons présentement dans le pays, les femmes sont obligées d'aller aider à leur mari pour subvenir aux besoins de la famille.

Nous disons aussi d'accorder la pension à l'âge de 60 ans, volontairement, à la personne qui à un moment ou l'autre, après 60 ans, décide de se retirer du marché du travail. On ouvrirait ainsi les portes aux jeunes de 18 à 30 ans. Ces mêmes jeunes-là qui aujourd'hui attendent aux portes du marché du travail.

Comme le disait la semaine dernière un député d'Ottawa au sujet de la peine de mort, nous devrions essayer pendant une période de X temps afin de voir les résultats que donnerait l'abolition de la peine capitale.

● (2052)

J'invite aujourd'hui le gouvernement fédéral à faire la même chose, savoir arrêter de confronter Trudeau-Lévesque et Lévesque-Trudeau, car ce gouvernement a été élu justement pour remplacer l'administration sale qu'était l'administration Bourassa. On a vu le premier ministre d'alors, M. Bourassa, être obligé par la voie du très honorable premier ministre canadien de manger des hot dogs. Qu'est-ce qu'il a fait: Il s'est mis à genoux et il mangeait des hot dogs. Aujourd'hui, on a un gouvernement qui veut se tenir debout, et on le confronte avec le gouvernement fédéral.

Or, j'invite le gouvernement aujourd'hui à arrêter de confronter ces mêmes personnes et à essayer de donner au Canada, et surtout aux Canadiens, un niveau de vie décent. Il y a plusieurs années que nous, du Parti Crédit Social du Canada, avons écouté les propositions économiques faites par le gouvernement fédéral et nous y avons trouvé à certains moments du bon mais aussi beaucoup de lacunes. Nous continuerons à faire des suggestions afin que le gouvernement puisse mettre nos suggestions en pratique. Mais le temps est arrivé aussi d'analyser les résultats politiques du gouvernement, soit le gouvernement libéral qui n'a pas réussi à résoudre les graves problèmes qui assaillent l'économie canadienne, soit l'inflation et le taux de chômage. Telle est la conviction que le Parti Crédit Social du Canada préconise depuis plusieurs années.

Je voudrais, monsieur le président, discuter des quatre points excellents de la motion de mon collègue, l'honorable député de Rimouski (M. Allard). Depuis 1974, le gouvernement fédéral essaie d'attaquer à la fois les problèmes de l'inflation et du taux de chômage. Nous avons vu le gouvernement employer des tactiques variées mais toujours traditionnelles. D'abord, le contrôle des prix et des salaires, les programmes de création d'emploi, la réduction des taux et les subventions sélectives dans le secteur choisi de l'économie. Si l'on examine les budgets des années 1974 à 1977, on peut constater les change-

### *L'économie canadienne*

ments des politiques du gouvernement. Un budget mentionne le développement régional, et un autre tente de contrôler les dépenses gouvernementales. Dans tous les budgets, des mesures traditionnelles ont été employées, le changement des tarifs et des taux, la hausse et la baisse ou les deux combinés, les programmes de création d'emploi, ajustement des taux d'intérêt et des dividendes. Le gouvernement fédéral assure chaque année qu'il réglera tous les problèmes de l'économie. En dépit des variations dans la stratégie économique du gouvernement, l'inflation augmente sans cesse et le taux de chômage grimpe à toute allure à chaque année.

Monsieur le président, l'économie devient de plus en plus faible et, malgré chaque nouveau budget, le résultat est de plus en plus lamentable. Le gouvernement doit réaliser que le moment est venu de changer la politique économique du pays. Il n'est pas suffisant d'espérer que les difficultés disparaissent d'elles-mêmes sans action aucune de la part du gouvernement. Il est certain qu'elles ne disparaîtront pas, si le contrôle de l'économie reste entre les mains des banques et des grandes corporations. Le gouvernement doit considérer les individus, les consommateurs, les petites et les moyennes entreprises, et les petits investisseurs. Ce sont ces gens qui ont besoin d'emplois et qui doivent travailler et profiter de prix moins élevés. Le gouvernement doit prendre ses responsabilités en présentant une politique pour les gagne-petit et pour les banques, et non pour les banques et les grandes corporations.

Le gouvernement a fait un très bon accueil aux produits étrangers sur le marché canadien en les rendant, tout d'abord, accessibles à l'acheteur canadien. Cette politique a été mise en application de la façon suivante, tout d'abord en abaissant le tarif douanier à l'importation, et tout ceci, semble-t-il, en vue de combattre l'inflation. Mais qu'ont apporté ces mesures du gouvernement à tous les Canadiens ou à l'ensemble, si l'on veut, des Canadiens? Tout d'abord l'impossibilité d'entrer dans la course aux producteurs canadiens. Mais elles ont permis une chose, monsieur le président, elle ont permis la fermeture de plusieurs usines dans le pays, et par le fait même d'augmenter le taux de chômage à ce qu'il est aujourd'hui dans le pays. J'entendais le ministre des Finances dire cet après-midi qu'il félicite le député de Chambly (M. Loiselle) du merveilleux travail qu'il a fait, et ceci sera fait surtout jeudi prochain alors que le ministre des Finances annoncera la politique qu'il entend présenter dans le domaine de la chaussure ou dans le domaine du textile.

Monsieur le président, je me ferai un plaisir de féliciter justement le député de Chambly et aussi le ministre des Finances si, une fois pour toutes, le ministre des Finances a décidé de prendre une position en faveur cette fois-ci de la production canadienne et des compagnies canadiennes, et non en faveur des pays étrangers, afin que nos usines puissent un jour renaître et apporter du travail à nos Canadiens.

Nous possédons, monsieur le président, un très bas niveau de productivité comparé à celui des Américains, mais si le gouvernement hausse les tarifs douaniers, la marge des produits canadiens deviendra à ce moment-là beaucoup plus étendue, et les fabricants pourront à l'avenir fournir ces mêmes marchés, soit les marchés canadiens. Naturellement, les Canadiens doivent accepter des mesures d'inflation, mais le chômage est un problème très grave et les prix moins élevés résoudraient certainement de graves problèmes. Mais si l'invasion des produits étrangers continue, cela signifiera la perte de nos indus-